

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
CS 70527
28019 Chartres

Chartres, le 13/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SODEM

1 Place de la Madeleine
Marchezais
28410 Broué

Références : IC260019
Code AIOT : 0010000427

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement SODEM implanté 1, Place de la Madeleine Marchezais 28410 Broué. L'inspection a été annoncée le 16/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été diligentée suite à un incident survenu sur le site le 15/12/2025. Une inflammation de matière s'est produite dans un sécheur à tambour.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SODEM
- 1, Place de la Madeleine Marchezais 28410 Broué

- Code AIOT : 0010000427
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement exploite une activité de négoce de céréales ainsi que de broyage, granulation et séchage de produits combustibles et de stockage d'engrais.

Son activité est réglementée par les arrêtés préfectoraux d'autorisation des 24/12/74 et 06/08/86, ainsi que par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 16/06/98 et 16/02/2022. Ce dernier arrêté préfectoral complémentaire porte exclusivement sur la partie Est du site.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration de l'accident/incident	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Gestion des déchets générés	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.6.8	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Gestion des eaux d'extinction incendie	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.7.6.1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Moyens d'intervention en cas d'incendie	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.7.2	Demande d'action corrective	2 mois
6	Entretien des moyens d'intervention	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.7.2	Demande d'action corrective	2 mois
7	Emissions diffuses et envol de poussières	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 3.1.5	Demande d'action corrective	2 mois
8	Zones à risque de formation d'atmosphères explosives	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.2.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Transmission du rapport d'accident/incident	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 2.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration de l'accident/incident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2022, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration de l'accident/incident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de environnement. [...]
Constats : <u>Visite d'inspection du 18/12/2025 :</u> L'Inspection des installations classées a été informée de l'incident du 15/12/2025 par le Service Départemental d'Incendie et de Secours. Constat : Écart relevé. L'exploitant n'a pas informé l'Inspection des installations classées de l'incident du 15/12/2025 dans les meilleurs délais.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. Il précise les mesures correctives et préventives qu'il entend mettre en œuvre afin d'éviter toute réitération de la situation constatée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Transmission du rapport d'accident/incident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2022, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Transmission du rapport d'accident/incident

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter le renouvellement d'un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 18/12/2025 :</u> Suite à la demande de l'Inspection des installations classées du 16/12/2025, l'exploitant a télédéclaré cet incident sur le site internet Service public.</p> <p><u>Constat :</u> Pas d'écart relevé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Gestion des déchets générés

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.6.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets générés lors du sinistre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 18/12/2025 :</u> L'exploitant indique la benne dans laquelle les déchets de matière calcinée ont été collectés. Il s'engage à procéder à l'élimination de ces déchets conformément à la réglementation et à transmettre le bordereau de suivi de ces déchets à l'Inspection des installations classées.</p> <p><u>Constat :</u> Pas d'écart relevé au jour de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>L'exploitant doit transmettre le bordereau de suivi des déchets générés par l'incident du 15/12/2025 à l'Inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Gestion des eaux d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.7.6.1</p>
--

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement, où tout dispositif équivalent, étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel. [...]
Constats : <u>Visite d'inspection du 18/12/2025 :</u> L'exploitant indique que les eaux d'extinction n'ont pas été confinées et se sont écoulées vers le milieu naturel. Constat : Écart relevé. Les réseaux ayant recueilli les eaux polluées lors de l'incident du 15/12/2025 ne sont pas raccordés à un dispositif étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus [...] repérés et facilement accessibles. [...]
Constats : <u>Visite d'inspection du 18/12/2025 :</u> L'exploitant indique l'emplacement du RIA destiné à l'extinction d'un incendie dans le sécheur siège de l'incident du 15/12/2025 et de sa vanne de barrage. Cette vanne de barrage est située derrière le sécheur. Pour l'atteindre, le cheminement est encombré et le sol présente des irrégularités. Par ailleurs, la procédure d'arrêt du sécheur et de mise en sécurité du procédé à mettre en œuvre par l'opérateur chargé de la conduite du sécheur en cas d'incendie nécessite plusieurs opérations manuelles (arrêt du transport pneumatique entre le sécheur et l'aval du procédé, inversion du sens de rotation du transporteur à bande en amont du stockage, puis redémarrage du transport pneumatique en aval du sécheur) en plus de l'utilisation du RIA pour l'extinction. Il serait pertinent d'automatiser cette procédure. En complément, afin de prévenir l'inflammation de la matière en cours de séchage, il serait judicieux d'automatiser l'arrêt du chauffage de l'air de séchage lorsque le taux d'humidité du produit atteint un seuil (à définir par l'exploitant) en sortie

<p>de sécheur.</p> <p>Enfin, les installations en aval du sécheur sont actuellement protégées contre les effets des incendies par une détection de particule incandescente associée à une extinction automatique par aspersion d'eau au niveau du transport pneumatique (mise en œuvre lors de l'incident du 15/12/2025), ainsi que par une aspersion d'eau à déclenchement manuel au niveau du transporteur à bande en amont du stockage (non mise en œuvre lors de l'incident du 15/12/2025 car non nécessaire). Il serait judicieux de compléter cette protection par un dispositif d'extinction d'incendie à l'intérieur de la chambre de décompression des gaz et à l'intérieur du cyclone en aval du sécheur.</p> <p>Ces éléments sont à prendre en compte par l'exploitant dans son retour d'expérience de l'incident du 15/12/2025.</p> <p>Constat : Écart relevé.</p> <p>Le RIA destiné à intervenir dans ou à proximité du sécheur impliqué dans l'incident du 15/12/2025, de même que sa vanne de barrage, ne sont pas facilement accessibles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Entretien des moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 18/12/2025 :</u> Un extincteur marqué d'un impact lié à un choc est présent dans le bâtiment 10.</p> <p>Constat : Écart relevé.</p> <p>L'extincteur présent dans le bâtiment 10 n'est pas maintenu en bon état.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Emissions diffuses et envol de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2022, article 3.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Empoussièrément des locaux
Prescription contrôlée : [...i] Les installations sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. [...]
Constats : <u>Visite d'inspection du 18/12/2025 :</u> Lors de la visite, des dépôts de poussières d'épaisseur supérieure à 1 mm sont observés sur le sol et sur les surfaces horizontales ou inclinées, en particulier dans le bâtiment 8. Ceci génère des risques d'incendie et d'explosion d'atmosphère explosive. Indépendamment de la réglementation relative aux ICPE, il est remarqué que cette situation favorise l'exposition des salariés à l'inhalation de poussières de bois notamment. Constat : écart relevé Les installations ne sont pas débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Zones à risque de formation d'atmosphères explosives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Classement en zones
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. [...]

<p>Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux poussières, l'exploitant définit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - zone 20 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence ou pendant de longues périodes ou fréquemment ; - zone 21 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de nuage de poussières combustibles est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ; - zone 22 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée s'il advient qu'elle se présente néanmoins. <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 18/12/2025 :</u> Lors de la visite, l'exploitant n'a pas démontré l'existence d'une évaluation des risques de formation d'atmosphère explosive (ATEX) à l'intérieur des équipements de procédé ou dans les locaux de travail. Aucune signalisation n'est présente dans les locaux de travail, dans lesquels des dépôts de poussière de plusieurs millimètres d'épaisseur sur certaines surfaces sont observés. L'exploitant n'a pas présenté de plan faisant apparaître les emplacements à risque de formation d'ATEX.</p> <p>Constat : Écart relevé.</p> <p>Les zones à risque de formation d'ATEX ne sont pas matérialisées par des moyens appropriés et ne sont pas reportées sur un plan.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>